

Charles Enderlin: dix années de traque, et ce n'est pas fini

11 octobre 2010 | Par [François Bonnet](#) - [Mediapart.fr](#)

Charles Enderlin n'en a pas fini. Dix années de haines, d'accusations, de campagne ininterrompue n'ont pas suffi. Charles Enderlin publie *Un enfant est mort* (Don Quichotte éditions). C'est un livre qui démonte pièce par pièce ce qui, au fil des ans, est devenu une machine sophistiquée et terriblement efficace. Enderlin réfute les arguments de ses détracteurs qui l'accusent de « *bidonnage et d'imposture* ». Il décrypte cette campagne et ses enjeux très politiques. Et il rappelle l'essentiel, qu'un enfant est mort, il y a dix ans.

Cet enfant est Mohammed Al-Dura, un jeune Palestinien de 12 ans dont la mort est filmée par un reporter d'images de France-2, le 30 septembre 2000, dans la bande de Gaza, au carrefour de Netzarim. La deuxième Intifada vient de commencer. La veille, les soldats israéliens ont ouvert le feu sur des civils palestiniens, à l'esplanade des Mosquées. Six Palestiniens ont été tués, plusieurs dizaines blessés. Aussitôt, les territoires s'embrasent.

Ce 30 septembre, le sujet de Charles Enderlin, récit de cette journée d'affrontements en Cisjordanie comme à Gaza, est diffusé au JT de 20 h. Mohammed Al-Dura est tué, son père gravement blessé. Les images font aussitôt le tour du monde. Voici le reportage :

Tout cela est faux ; les tirs ne proviennent pas des positions israéliennes ; l'enfant n'est pas mort ; le père n'a pas été blessé ; c'est une mise en scène ; un spectacle joué ; une énorme manipulation d'information montée par les Palestiniens ; le reporter d'images de France-2 était un « *agent de l'OLP* » ; l'enfant photographié plus tard à la morgue n'est pas Mohammed Al-Dura ; d'ailleurs Mohammed Al-Dura serait toujours vivant ; les cicatrices du père remontent à 1994 et non à ce 30 septembre 2000, ses rapports médicaux ont été truqués. Charles Enderlin, qui était ce jour-là à Ramallah et non à Gaza, a pris sur lui de reprendre les images de son reporter sans vérifier et a construit un sujet « *entièrement bidonné* ».

Voilà donc depuis dix ans les arguments principaux assénés par ceux qui se sont donné comme mission de « faire avouer » Charles Enderlin et d'obtenir, outre sa condamnation publique, sa destruction professionnelle et, au passage, celle de son travail, tout son travail. L'enjeu n'est pas mince puisque Enderlin, installé depuis quarante ans en Israël, ayant pris la nationalité israélienne, chef du bureau de France-2 depuis bientôt vingt ans, est l'un des journalistes les plus respectés

de la région. Ses livres, remarquablement informés, font référence. C'est aussi cette expertise qu'il s'agit de détruire.

On retrouve mobilisés contre Enderlin une galaxie de gens et d'organismes dont la diversité peut a priori étonner : les néo-conservateurs américains, de grosses associations juives américaines, des tenants du complot sous toutes ses formes, des partisans de l'ultra-droite israélienne ; une poignée de journalistes ; quelques diplomates et intellectuels pro-israéliens ; mais aussi la plupart des médias de la communauté juive française et le puissant Conseil représentatif des institutions juives de France.

Il est un point commun à tous ses acteurs : une défense acharnée de la politique d'Israël face à ce qui est considéré comme un perpétuel double jeu des Palestiniens. Face aussi à ce qui est vécu comme la « tolérance coupable » des médias occidentaux envers l'islamisme et le terrorisme. Face, enfin, à ce qui est dénoncé comme l'antisémitisme larvé de tous les critiques de ce que fut la politique d'Ariel Sharon et de ses successeurs.

Le CRIF repart à l'assaut contre France-2

« *Pour être 'un bon juif', faut-il accepter la thèse de la mise en scène dans l'affaire Al-Dura ?* », écrit Charles Enderlin. C'est un des enjeux de ce dossier quand, dans le même temps, Shmuel Trigano, intellectuel influent de la communauté juive, dénonce les « *pogroms médiatiques* » et les « *alterjuifs* ».

Un enfant est mort ne mettra donc pas un point final à une campagne qui porte d'aussi lourds enjeux. Contacté par Mediapart, Richard Prasquier, le président du CRIF, confirme d'ailleurs que la bataille continue. Il a rencontré à la mi-septembre Rémy Pflimlin, tout juste arrivé à la présidence de France Télévisions, pour demander, une fois de plus, l'ouverture d'une enquête sur ce reportage. « *Je ne cherche qu'une chose, la vérité*, dit Richard Prasquier. *On nous accuse de complot conspirationniste, or nous nous heurtons à un réflexe de corps de votre profession. Je pense que Charles Enderlin a été piégé par son cameraman. Pflimlin m'a dit qu'il allait analyser tout cela.* »

Le nouveau PDG de la télé publique avait été interpellé sur ce même sujet dès le 12 juillet, lors son audition – préliminaire à sa nomination – par la commission de la culture et de la communication du Sénat. Jean-Pierre Placade, sénateur (RDSE, Haute-Garonne), interrogeait le futur président lui demandant comment « *il comptait rétablir la vérité* » puisqu'il « *pèse aujourd'hui à l'encontre de France-2 un soupçon grave d'avoir diffusé une mise en scène de cette affaire* » (voir vidéo ci-contre).

Membre du groupe d'amitié France-Israël au Sénat et de l'association France-Israël, Jean-Pierre Placade est l'un des pourfendeurs réguliers de «*la guerre médiatique contre Israël*», estimant que «*derrière cette guerre, consciemment ou non, on est dans l'antisémitisme*».

Charles Enderlin n'en a pas plus fini avec deux de ses détracteurs les plus virulents, Philippe Karsenty et Luc Rosenzweig. Le premier est ces jours-ci aux Etats-Unis pour un cycle de conférences rémunérées dans les universités américaines. Sujet : la manipulation médiatique de l'affaire Al-Dura. «*J'ai fait une centaine de conférences dans le monde entier sur cette affaire ces trois dernières années et je continuerai* », dit-il interrogé par Mediapart. Le second trempe sa plume dans le vitriol : «*Oui, j'interviens chaque fois que je le peux car je suis absolument persuadé qu'il s'agit de l'une des plus grandes supercheries de la télé* », nous dit-il.

Alors ce livre n'arrive-t-il pas trop tard pour donner un coup d'arrêt à une campagne aussi puissante que nauséabonde? «*Peut-être*, répond Charles Enderlin. *Mais moi, je ne fais pas campagne, j'ai d'autres urgences, je suis à Jérusalem et je n'ai ni le temps ni les moyens de me consacrer entièrement à cette affaire.* » Intimement marqué par les injures, les menaces parfois qui ont accompagné la campagne, le journaliste se dit bien conscient qu'il ne convaincra pas «*les adeptes de la théorie du complot* » mais entend mener «*la bataille idéologique* » qui la sous-tend : «*Je pense que les organisations juives font une énorme erreur en relayant une telle campagne.* »

Philippe Karsenty a lui tout son temps. Depuis bientôt huit ans, cet homme de 44 ans, retiré des affaires après une fortune rapide faite dans la finance, se consacre presque exclusivement à l'affaire Al-Dura. Karsenty reçoit dans son bureau de maire-adjoint de Neuilly, «*en charge des nouvelles technologies* ». Elu en 2008 sur la liste de droite dissidente menée par l'actuel maire Jean-Christophe Fromentin, il explique volontiers comment il fut l'un des artisans de la chute du parachuté de l'Elysée, David Martinon, conseiller de Nicolas Sarkozy, finalement exfiltré pour être nommé consul à Los Angeles.

Et l'on retrouve là l'affaire Al-Dura, assure Philippe Karsenty. Car David Martinon aurait écarté d'un revers de main la thèse de la manipulation. Pire, il aurait dissuadé Nicolas Sarkozy, dont Philippe Karsenty affirme qu'il était plutôt favorable à cette thèse – «*Je lui en ai parlé* » –, de s'en saisir publiquement. «*Trois jours après notre élection à Neuilly, David Martinon m'appelle, me demande de venir à l'Elysée pour comprendre l'affaire qui m'occupe tant et après avoir assisté à ma démonstration, il me déclare :*

“Votre démonstration sur Al-Dura est implacable” », assure-t-il à Mediapart.

C'est le talent de Karsenty. Intelligent, habile, adepte du name-dropping qui lui fait citer tout ce que Neuilly compte de puissants et la communauté juive d'influents, il ne cesse d'énumérer les ministres, politiques, intellectuels, etc., qui se seraient ralliés à la thèse de la manipulation mais... n'oseraient pas le dire.

Les drôles d'«analyses politiques» de Philippe Karsenty

Karsenty dément tout engagement politique, déclinant tout juste sa qualité de «*membre donateur lambda de l'UPJF* ». L'Union des patrons et des professionnelles juifs de France est une organisation pourtant très politique, revendiquant son activité de lobbying en faveur d'Israël. C'est à l'occasion d'un colloque, en décembre 2009, sur «*l'antisionisme, la nouvelle judéophobie* » et les «*ruses du nouvel antisémitisme contemporain* » que l'UPJF a décerné à Brice Hortefeux, condamné quelques mois plus tard pour injure raciale, un «*prix de lutte contre le racisme et l'antisémitisme*» ([lire notre article ici](#)).

«*Moi, je ne parle pas de la politique israélienne* », insiste encore une fois Philippe Karsenty. Mais au fil de ses nombreux entretiens et discours, l'élu de Neuilly lève l'ambiguïté : l'affaire Al-Dura est bien le support d'une machine de guerre politique. Le 16 mai 2006, il est longuement interrogé par le site américain ultraconservateur FrontPagemag.com ([entretien complet à lire ici](#))

Question : quels sont les préjugés des médias français sur ces thèmes ?

Philippe Karsenty : Antiaméricanisme, anticapitalisme et antisémitisme sont très présents dans les médias français, mais pas seulement. Ils sont partout dans la société française. [...] Pas un seul journal ou magazine français n'a soutenu les États-Unis dans leur guerre en Irak. Et lorsque vous demandiez à un diplomate ou à un intellectuel français pourquoi l'Amérique faisait la guerre à Saddam, ils répondaient que c'était parce que Bush recevait des ordres de marche d'Ariel Sharon. L'antisémitisme est plus compliqué dans les médias français. Vous ne pouvez pas dire « je hais les juifs », mais c'est bon pour votre carrière d'intellectuel, de journaliste ou de diplomate de déclarer: « Israël est un état du mal » et [que] vous voulez qu'il disparaisse. [...]

Question : Pourquoi pensez-vous que la haine du juif et l'antiaméricanisme sont si puissants en France ?

Philippe Karsenty : Dans la sphère politique et intellectuelle française, Les Protocoles des sages de Sion sont très présents. Même si presque tout le monde sait qu'il s'agit d'un faux, presque tout le monde a ces Protocoles en arrière-pensée.

Soutenu par les plus extrémistes des associations juives américaines, comme par exemple la Zionist organisation of America (**lire ici**), dont une des activités consiste à dénoncer sur tous les tons la politique d'Obama à l'égard d'Israël (**lire, par exemple, ici**), l'activisme de Philippe Karsenty lui a apporté des soutiens plus larges. A l'origine, la campagne en France est lancée par le site Internet Mena (**Metula news agency**) et son dirigeant Stéphane Juffa. Leur activité principale consiste alors à dénoncer la couverture faite par les médias du conflit israélo-palestinien.

Des actions sont vite engagées. Dès 2002, le prix Goebbels de la désinformation est attribué à Enderlin, vite transformé en « prix de la désinformation » attribué par un collectif animé entre autres par la Ligue de défense juive et Gilles-William Goldnadel. Ce dernier, avocat et qui se définit comme « *un juif de combat* », s'est illustré par ses poursuites tous azimuts, contre Daniel Mermet, contre Edgar Morin, Danièle Sallenave, Sami Nair. Il fut aussi l'un des organisateurs de la campagne qui a visé le chercheur Pascal Boniface. Il vient de s'engager fortement lors de la récente élection des instances dirigeantes du CRIF dont il est membre du comité directeur (**lire notre précédent article ici**).

Un argumentaire volumineux mais accumulation ne fait pas vérité

Il manquait à cette poignée d'activistes quelques relais plus présentables. Ils les trouveront rapidement puis les accumuleront au fil des années avec Alain Finkielkraut, Pierre-André Taguieff, Shmuel Trigano, Denis Jeambar, Daniel Leconte. Pierre-André Taguieff ira même jusqu'à voir dans cette « *supercherie* » une « *adaptation contemporaine de la légende du 'crime rituel juif'* » ! Pour conclure ainsi sa démonstration: « *De l'amalgame polémique « sionisme = racisme », on est passé au stade suprême de la propagande anti-juive, fondé sur l'équation « sionisme = palestinocide », le « palestinocide » étant présenté de préférence comme un infanticide.* »

Ils obtiendront également le renfort de l'ancien ambassadeur d'Israël en France, Elie Barnavi. Son soutien est précieux puisque Barnavi vient de la gauche du parti travailliste, est un dénonciateur des

« ultras » et dispose d'une influence peu commune auprès de nombreux journalistes.

Nommé ambassadeur à Paris en décembre 2000 par Shlomo Ben-Ami, alors ministre des affaires étrangères travailliste, Elie Barnavi se retrouve deux mois plus tard à devoir expliquer et soutenir la politique d'Ariel Sharon dans la deuxième intifada. Il le fera d'autant mieux que ses engagements passés lui donnent une crédibilité toute particulière lorsqu'il dénonce l'angélisme incurable de ces journalistes français qui ne veulent pas voir la vraie nature du terrorisme organisé par Yasser Arafat.

En 2002, Elie Barnavi quitte ses fonctions et écrit un livre d'entretiens avec le journaliste Luc Rosenzweig. Il s'attarde longuement sur les qualités ou aveuglements de tel ou tel journaliste, note, commente et cite déjà l'exemple du reportage sur la mort de Mohammed Al-Dura. Et de demander depuis une commission d'enquête indépendante.

Commission d'enquête indépendante que Charles Enderlin et France-2 avaient proposée dès 2000 aux autorités israéliennes... Ces dernières n'en ont jamais éprouvé le besoin. Alors faut-il revenir au fond du dossier? « *Bidonnage* », « *imposture antisémite* », comme s'est laissé à l'écrire dans un entretien à Riposte laïque Philippe Karsenty (**à lire ici**)? Il faudrait un livre entier – et Charles Enderlin s'y emploie dans *Un enfant est mort* – pour réfuter un par un les éléments avancés par les tenants de la manipulation.

Car année après année, ils ont construit un argumentaire volumineux qui, au premier abord, trouble les gens de bonne foi. Philippe Karsenty peut remplir des amphithéâtres acquis à sa cause vu son habileté et les matériaux disparates qu'il a rassemblés. Croquis, expertises balistiques, rapports médicaux, expertises biométriques, photos, rushes et autres reportages réalisés ce jour-là au carrefour de Netzarim, analyses d'experts divers. Démonter un tel travail demande des jours de contre-enquête. Peu de journalistes l'ont fait, ce qui explique leur incapacité à l'interroger correctement lors d'entretiens. Dernier exemple en date: ces cinq pages d'interview dans le dernier numéro de la revue *Médias* où il peut tout à son aise dévider son argumentaire (**à lire ici**).

Mais accumulation ne fait pas vérité. Et chaque élément pris séparément se révèle douteux voire faux. Comme cette première « *reconstitution* » ridicule, réalisée par un physicien israélien Nahum Shahaf – qui avait par ailleurs mis en cause les circonstances de l'assassinat de Rabin – alors que les lieux mêmes des affrontements de Netzarim avaient déjà été rasés par l'armée...

Surtout, les tenants de la manipulation ont plaqué sur ces images une grille de lecture qui ignore tout des réalités du terrain et de ce que furent ces longs face-à-face entre Palestiniens et soldats israéliens. Philippe Karsenty, comme Luc Rosenzweig, comme Elisabeth Lévy, comme Alain Finkielkraut, ne sont jamais allés à Gaza. Ils n'ont jamais couvert ce type de conflit où une simple manifestation devient guérilla urbaine puis guerre tout court.

Philippe Karsenty le reconnaît volontiers. Il ne s'est jamais trouvé sous le feu, n'a jamais vu un mort, n'a jamais vu la variété des dégâts provoqués par des munitions, n'a jamais constaté qu'une blessure pouvait parfois saigner abondamment et d'autres fois non. Il n'a pas plus assisté aux comportements aberrants provoqués par la peur comme à ces instants surréels de rires, de chants ou de fêtes qui peuvent être la marque d'une pause entre deux fusillades.

La reconstruction a posteriori, depuis un bureau parisien, comme la convocation, des années plus tard, d'experts dont on sait la fragilité des analyses, ont progressivement créé ce monstre lancé aux troupes d'Enderlin. Mais, dans le même temps, ils n'ont apporté aucune réponse crédible aux questions simples qui suivent:

Nouveaux rendez-vous devant la justice

- Pourquoi l'armée israélienne n'a-t-elle jamais, tout au long de ces dix ans, procédé à une enquête vu l'impact qu'ont eu ces images?
- Pourquoi n'a-t-elle pas fait témoigner les soldats et tireurs d'élite présents ce jour-là à Netzarim?
- Pourquoi n'a-t-elle pas rendu publics les photos aériennes de drones dont elle doit disposer et, surtout, les comptes-rendus de communication de ses troupes sur le terrain?
- Pourquoi les services secrets israéliens ont-ils expliqué que le reporter de France-2, un Palestinien qui travaille pour la chaîne française depuis 1988 et également pour CNN, était «blanc comme neige» et n'appartenait à aucune organisation palestinienne quand ses détracteurs l'accusent d'être «un agent de l'OLP»?
- Pourquoi aucun responsable politique israélien, aucune membre des gouvernements qui se sont succédé depuis dix ans n'a-t-il publiquement mis en cause le reportage d'Enderlin et demandé une enquête?

- Pourquoi Charles Enderlin, qui s'est toujours dit prêt à collaborer à une enquête israélienne impartiale, n'a-t-il jamais eu de réponse?

Enfin les tenants du «bidonnage» prennent grand soin d'oublier ce que signifierait une telle manipulation:

- Les centaines de personnes présentes ce jour-là à Netzarim se seraient prêtées à une mise en scène...
- La dizaine de journalistes, cameraman et photographes présents ce jour-là auraient été bernés ou complices...
- Les ambulanciers ayant évacué le corps de l'enfant et le père gravement blessé auraient été également complices...
- L'équipe de la morgue de Gaza aurait truqué les rapports et photographies du jeune homme...
- L'équipe médicale de l'hôpital de Gaza qui a accueilli en urgence le père aurait construit de toutes pièces un dossier médical...
- L'équipe médicale qui a transporté les jours suivants le père à l'hôpital d'Amman, en Jordanie, aurait été dupée ou complice...

- A Amman, le médecin en charge et son équipe auraient de nouveau construit un dossier médical falsifié...

- Le roi de Jordanie, qui a rendu visite au père sur son lit d'hôpital, aurait été trompé ou serait lui aussi complice de cette mise en scène...

- Le médecin israélien qui, plusieurs années plus tard, a réexaminé les photos de blessures du père et son dossier médical aurait entériné la supercherie...

Et depuis dix ans, aucun des acteurs ou témoins de cette machination n'aurait parlé, n'aurait laisser échapper une confidence, un doute ! Alors qu'il est un constat concernant la bande de Gaza qui fait largement consensus: dans cette enclave palestinienne surpeuplée, tout se sait et très vite.

Alors comment une telle campagne a-t-elle pu si aisément prospérer? Les maladroites de la direction de France Télévisions, ses crispations, ses difficultés à accepter de s'expliquer et à montrer la totalité des rushes pris ce jour-là ont été autant de prises aussitôt saisies par les tenants du «bidonnage». Richard Prasquier dénonce encore «le mur du silence dressé par les journalistes et les manœuvres dilatoires» de la chaîne publique.

Elisabeth Lévy, dont le site Causeur fait profession de **«ne pas être d'accord»** sur tout et n'importe quoi,

a pu ainsi enfourcher son cheval de bataille favori: la dénonciation du «*Parti des médias*» qui expliquerait le soutien massif de la profession à Charles Enderlin. Des centaines de journalistes et personnalités signent-ils un appel de soutien dans le *Nouvel Observateur* ([à lire ici](#))? C'est «*la pétition de la honte*», s'emporte aussitôt Luc Rosenzweig ([à lire ici](#)), toujours prompt à passer au fil de l'épée ses anciens confrères.

Tout ce monde a cru triompher lorsqu'en 2008, la cour d'appel de Paris a débouté France-2 de la poursuite en diffamation intentée à Philippe Karsenty. Il avait été condamné en première instance et voilà que France-2 perd en appel. Aussitôt ce jugement est lu comme une validation des thèses de la manipulation, quand les juges – qui ne se sont en rien prononcés sur le fond du dossier – n'ont fait qu'interpréter autrement le principe de liberté d'expression.

Charles Enderlin n'en a donc pas fini. La chaîne publique et le journaliste se sont pourvus en cassation et l'audience devrait se tenir dans les prochains mois. Par ailleurs, le père de Mohammed Al-Dura poursuit en diffamation deux partisans du «bidonnage», auteurs d'un article dans *Actualité juive*.

Philippe Karsenty et Luc Rosenzweig jubilent. De nouveaux rendez-vous, de nouvelles tribunes en perspective. Et une affaire nauséabonde qui n'en finit plus.

***Un enfant est mort*, Don Quichotte éditions, 204 pages, 18 euros, en vente depuis le 7 octobre.**

[Pour lire des extraits de ce livre, cliquez ici \(PDF, 16 pages\)](#)

Lire également sous l'onglet "Prolonger"

URL source

<http://www.mediapart.fr/journal/france/111010/charles-enderlin-dix-annees-de-traque-et-ce-nest-pas-fini>